

ECO

By Lodj

BUSINESS

www.lodj.ma

PME

TPE

STARTUP

02
Mar
26

INVESTMENT GRADE BBB

LE MAROC RETROUVE SA PLACE
PARMI LES SIGNATURES SOLIDES



@lodjmaroc



EDITO

INVESTMENT GRADE BBB :

Le Maroc retrouve sa place parmi les signatures solides

BEI 2025 : le Maroc parmi les principaux bénéficiaires en Afrique

Batteries et hydrogène : la Chine mise gros sur le Maroc

FEC : 34 MMDH de prêts pour le développement local en 2025

Énergie électrique : la production nationale progresse de 5 % en 2025

Trésorerie publique : 26 MMDH placés sur le marché monétaire

Risma renforce son capital avec 50 MDH validés par l'AMMC

Saham Bank franchit 62 MMDH de PNB et confirme sa dynamique de croissance en 2025

ONEE : la banque KfW finance 164 MDH pour sécuriser l'eau potable à El Hajeb

La BERD accorde 21 M€ pour booster Nador West Med

Cour des comptes : cap sur la stratégie 2027-2031

Banque mondiale : le Maroc s'impose comme leader régional de l'égalité juridique

**ECO
BUSINESS**

By Lodi



Imprimerie Arrissala



MAR | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : LYCHA JAIMSSY MBELE - MAMOUNE ACHARKI

MAMADOU BILALY COULIBALY

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIRON

WEBDESIGNER / COUVERTURE / ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma

By Lody



PLUS QU'UN MEDIA,

un nouvel état
d'esprit pour
ce mois sacré



@lodjmaroc



INVESTMENT GRADE BBB : LE MAROC RETROUVE SA PLACE PARMIS LES SIGNATURES SOLIDES

Le relèvement du Maroc en catégorie investment grade BBB- par S&P Global Ratings en septembre dernier marque un tournant. Au-delà du symbole, cette décision améliore concrètement les conditions de levée de dette du Royaume, dans une Afrique aux trajectoires contrastées et une conjoncture mondiale plus clémente sur les taux d'intérêt.

En septembre, S&P Global Ratings a rétabli le Maroc dans la catégorie investment grade, avec une note BBB-. Une reconnaissance que le pays avait perdue en 2021, au plus fort des secousses liées à la pandémie. Ce retour n'est pas anecdotique. Il signale, selon l'agence, la solidité de la trajectoire économique nationale, fruit d'un dosage mesuré entre discipline budgétaire, réformes structurelles et stabilité macroéconomique.

Derrière la technicité des notations, il y a une réalité très concrète :

la perception du risque. Et sur les marchés financiers, la perception pèse souvent autant que les chiffres. En retrouvant le BBB-, le Maroc envoie un message clair aux investisseurs internationaux : le cadre reste crédible, les équilibres sont surveillés, la direction est lisible.

Les effets se sont matérialisés rapidement. Le Royaume a pu lever 2 milliards d'euros à un taux moyen de 4,3 %. Dans un environnement où chaque point de base compte, cette performance traduit une amélioration du coût du financement international. Les banques marocaines, bien que notées légèrement en dessous du souverain (catégorie BB), ont bénéficié de cet élan. Attijariwafa Bank a ainsi vu sa note relevée en octobre 2025. Même les fonds obligataires ont profité de ce regain de confiance, à l'image d'Upline Trésorerie Fund, dont la notation a été portée à A-f.

Cette dynamique dépasse le simple cercle financier. Un meilleur accès aux capitaux signifie plus de marge pour financer des projets structurants, soutenir l'investissement productif et accompagner les grandes transformations en cours. Pour une économie en mutation, l'enjeu est stratégique.

À l'échelle du continent, le tableau est plus nuancé. L'analyse de S&P Global Ratings met en évidence des trajectoires de crédit divergentes. Certains pays ont vu leur position améliorée, notamment l'Égypte, le Kenya, le Togo, l'Afrique du Sud, le Ghana et la Zambie, grâce à des réformes, des restructurations de dette ou des résultats fiscaux mieux orientés. D'autres ont été confrontés à des dégradations : le Botswana, affecté par la chute des prix du diamant, et le Sénégal, pénalisé par un niveau d'endettement élevé et des données budgétaires révisées.



Cette hétérogénéité reflète la diversité des économies africaines. Certains États parviennent à mobiliser des capitaux à des conditions relativement favorables ; d'autres doivent composer avec des taux avoisinant les 10 % ou recourir à des mécanismes d'allègement du coût du financement, comme les swaps euro-dollar.

Globalement, les levées de dette africaines ont progressé d'environ 40 %, passant de 12,85 milliards de dollars en 2024 à près de 18 milliards USD en 2025. Ce rebond témoigne d'un regain d'appétit des investisseurs pour les signatures africaines, dans un contexte international plus accommodant.

Car la conjoncture mondiale a évolué. Selon S&P Global Ratings, les coûts de financement ont baissé, avec des taux moyens inférieurs d'environ 100 points de base à ceux de 2024. L'affaiblissement du dollar, le reflux des pressions inflationnistes et la demande soutenue pour les obligations souveraines africaines ont contribué à cette détente.

Pour autant, les défis persistent. La croissance mondiale reste contrastée et les besoins de financement des pays émergents demeurent élevés. Les institutions financières multilatérales jouent un rôle d'ancrage essentiel, en apportant garanties et mécanismes de blended finance, notamment pour les projets d'infrastructures et d'énergie.

Dans ce paysage mouvant, le Maroc dispose désormais d'un atout supplémentaire. Le retour à l'investissement grade BBB- consolide son attractivité, réduit le coût de sa levée de dette et renforce sa crédibilité dans l'espace méditerranéen et africain. La note n'est pas une fin en soi. Elle est un levier. Et, à l'heure où la compétition pour les capitaux s'intensifie, ce levier pourrait faire la différence.



BEI 2025 : LE MAROC PARMIS LES PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES EN AFRIQUE

En 2025, le Banque européenne d'investissement (BEI) a déployé plus de 9 milliards d'euros à l'échelle mondiale via sa branche dédiée au développement international, EIB Global. Parmi ce volume, l'Afrique a reçu 3,1 milliards d'euros, soit un tiers du total – et le Maroc figure parmi les principaux bénéficiaires de ces financements, notamment dans des secteurs essentiels comme l'accès à l'eau potable, les infrastructures et la reconstruction post-séisme d'Al Haouz.

Les chiffres, denses et significatifs, témoignent d'un contexte où les besoins en infrastructures résilientes, en soutien climatique et en services publics de qualité sont plus pressants que jamais. Pour un pays confronté simultanément à des défis hydriques et aux séquelles d'un tremblement de terre majeur, ce soutien est loin d'être anecdotique.

Dans le détail, l'un des axes forts des financements a été l'accès à l'eau potable. Dans un pays où les aléas climatiques accentuent la pression sur les ressources hydriques, la BEI a soutenu des projets de production et de distribution d'eau sécurisée, visant à renforcer des réseaux vieillissants et à étendre la couverture vers les petites agglomérations et les zones rurales.

Ce focus sur l'eau s'inscrit parfaitement dans les priorités du Maroc et dans ses efforts nationaux pour améliorer la sécurité hydrique dans un contexte de sécheresse récurrente. Sans ces impulsions de financement extérieur, ces projets auraient sans doute mis des années supplémentaires à voir le jour avec la même envergure.

L'autre volet majeur soutenu par la BEI en 2025 est lié à la reconstruction post-séisme dans la région d'Al Haouz, qui avait été durement secouée par un fort tremblement de terre en septembre 2023. Grâce aux financements européens, des écoles, des hôpitaux, des routes et d'autres infrastructures essentielles sont en cours de réhabilitation ou de reconstruction.



Les initiatives adoptent une approche durable : elles intègrent des normes de conception résilientes au climat, des critères d'efficacité énergétique et des standards sociaux modernes, pour garantir que ces infrastructures ne soient pas seulement remises en état, mais prêtes à affronter les défis futurs.

Au plan continental, ces efforts marocains s'inscrivent dans une stratégie plus large, alignée avec l'initiative Global Gateway de l'Union européenne. Cette stratégie vise à mobiliser des investissements massifs pour stimuler des projets durables, créer de l'emploi et renforcer la stabilité. Global Gateway souligne aussi l'importance de partenariats basés sur des avantages mutuels, une approche que la BEI met en application à travers ces financements.

Pour l'Afrique, les 3,1 milliards d'euros investis en 2025 ont soutenu des projets à fort impact, dont 46 % consacrés à l'action climatique et à la durabilité environnementale. Des secteurs comme l'énergie propre, la santé, les transports ou le développement des petites entreprises ont bénéficié de cette dynamique, contribuant à une croissance plus inclusive.

Aujourd'hui, alors que le Maroc et ses partenaires européens réfléchissent à l'avenir de leur coopération, ces financements marquent une étape importante. Ils illustrent non seulement une réponse concrète aux défis actuels, mais aussi la possibilité d'une trajectoire de développement plus résiliente, durable et partagée une trajectoire qui peut inspirer d'autres pays africains à tirer parti de ce type de partenariat sans sacrifier leurs priorités nationales.

Au final, si les montants attirent l'attention, c'est surtout leur traduction en améliorations tangibles écoles réhabilitées, eaux plus sûres, routes restaurées qui fait sens pour les citoyens. Dans un Maroc en quête de résilience et de développement durable, ces financements deviennent autant de promesses concrètes d'un avenir plus équitable et plus solide.



BATTERIES ET HYDROGÈNE : LA CHINE MISE GROS SUR LE MAROC

Le Maroc se positionne comme carrefour stratégique de l'industrie verte chinoise, avec des investissements massifs dans les batteries, l'hydrogène et les technologies bas carbone.

En moins d'une décennie, la coopération économique sino-marocaine a évolué d'échanges commerciaux classiques vers une véritable co-production industrielle, particulièrement dans les technologies propres et les énergies bas carbone.

Une accélération sans précédent des investissements

Selon les données de l'Office des changes marocain, les investissements directs étrangers (IDE) chinois ont augmenté de 149,7 % en 2024, pour atteindre 1,7 milliard de dirhams à fin septembre. Sur l'ensemble de l'année, ces flux pourraient culminer à 2,21 milliards de dirhams, plaçant la Chine parmi les principaux investisseurs étrangers au Maroc. La dynamique s'inscrit dans un mouvement mondial : depuis 2022, près de 88 % des projets industriels verts chinois à l'international ont été annoncés, totalisant plus de 227 milliards de dollars depuis 2011.

Des projets concrets dans les secteurs stratégiques

Le Maroc accueille désormais des industries de pointe. À Jorf Lasfar, Tinci Materials déploie une unité de production de composants de batteries pour 2,8 milliards de dirhams, destinée à alimenter les marchés européens. À Nador, Boway Alloy investit 150 millions de dollars dans des alliages électroniques. Le groupe Sunrise développe deux unités textiles à Skhirat et Fès pour 2,3 milliards de dirhams, générant des milliers d'emplois. Par ailleurs, le Maroc figure au deuxième rang mondial des destinations chinoises en technologies bas carbone, notamment pour les matériaux de batteries et l'hydrogène vert.

Un contexte favorable au rayonnement industriel

Le positionnement du Royaume repose sur des atouts logistiques et réglementaires solides ; proximité géographique avec l'Europe, complexe portuaire de Tanger Med performant, accords de libre-échange avec l'UE et le Royaume-Uni, et cadres incitatifs pour les projets verts. Ces facteurs expliquent pourquoi le Maroc devient un pôle d'excellence pour les chaînes de production verte, notamment pour l'hydrogène et les matériaux de batteries. L'intensification des échanges commerciaux bilatéraux reflète cette intégration : 59,8 milliards de dollars échangés sur les sept premiers mois de 2025, principalement sous forme d'importations chinoises.

Une recomposition stratégique des chaînes de valeur

L'implantation chinoise au Maroc s'inscrit dans la recomposition mondiale des chaînes industrielles, face aux politiques protectionnistes occidentales. En produisant localement, la Chine sécurise son accès aux marchés européens tout en consolidant sa compétitivité. Pour le Maroc, cela se traduit par un renforcement des compétences locales, un suivi environnemental des installations et un partage des retombées économiques et technologiques avec les partenaires chinois.



رمضان كريم
By Lodi



FINI
LE RÉCHAUFFÉ
ET LES RIRES
FORCÉS

Place à l'émotion vraie et au frisson

@lodjmaroc



FEC: 3,4 MMDH DE PRÊTS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL EN 2025

Le Fonds d'Équipement Communal (FEC) vient de publier ses résultats financiers pour 2025, révélant une progression significative de son activité de financement, portée par les investissements territoriaux et la montée en puissance des critères de durabilité.

En 2025, les engagements de prêts ont atteint près de 3,4 milliards de dirhams, soit une hausse de 31% par rapport à 2024. Les décaissements, quant à eux, ont progressé de 46% pour atteindre 2,7 MMDH, traduisant un réel déploiement des fonds sur le terrain. Ces financements soutiennent des projets variés: routes, équipements sociaux, gestion de l'eau et initiatives de résilience climatique.

L'encours des créances sur la clientèle s'établit à 27 614 MDH, quasi stable par rapport à 2024, montrant que la croissance des prêts s'accompagne d'une gestion prudente du portefeuille. Plus de 92% des projets financés sont classés en risques faibles ou maîtrisables (catégories C et D), conformément à la politique environnementale et sociale du FEC.

Sur le plan financier, le FEC a diversifié ses sources de financement, avec une émission obligataire de 2 MMDH, sursouscrite 1,48 fois, et un nouveau financement de 150 millions d'euros accordé par la Banque Africaine de Développement. Les financements internationaux représentent désormais plus de 23% des ressources d'emprunt, contre 18% en 2024 et seulement 7% en 2020.

La structure de l'endettement montre un renforcement des emprunts financiers intérieurs (8 287 MDH) et une réduction des emprunts de trésorerie (8 325 MDH). Les dettes subordonnées ont augmenté à 5 281 MDH, renforçant les fonds propres à long terme.

Le Produit Net Bancaire (PNB) s'établit à 659 MDH, légèrement inférieur à 2024 (672 MDH), reflétant l'adaptation de la politique tarifaire aux conditions du marché.

Ces résultats confirment le rôle central du FEC comme levier stratégique pour le développement local au Maroc, combinant croissance, durabilité et inclusion sociale. Derrière chaque chiffre se dessine un impact tangible pour les collectivités et les populations locales, symbolisant la capacité du pays à transformer les financements en progrès concret.

La production nationale d'énergie électrique a enregistré une hausse de 5 % en 2025, marquant une accélération par rapport à 2024, où la croissance s'était limitée à 3 %. Cette évolution traduit un regain de dynamisme du secteur énergétique, dans un contexte de demande soutenue et de **recomposition des équilibres entre production nationale, importations et exportations.**

Une croissance portée par le privé et l'ONEE

Selon les données publiées par la Direction des études et des prévisions financières, la progression de la production électrique s'explique d'abord par la consolidation de la production privée, en hausse de 7 % sur l'année. La production de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable a également contribué à cette dynamique, avec une augmentation de 4,2 %.

À ces deux piliers s'ajoute l'apport des tiers nationaux, dont la contribution a fortement progressé, enregistrant une hausse de 50,9 %. Si ce dernier reste quantitativement plus limité, son évolution témoigne d'une diversification progressive des sources de production et d'une mobilisation accrue des capacités disponibles.

Une demande électrique en forte accélération

La hausse de la production s'inscrit dans un contexte de demande en nette augmentation. L'énergie nette appelée a vu sa croissance s'accroître, passant de 3,9 % fin 2024 à 7,3 % fin 2025.

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE : LA PRODUCTION NATIONALE PROGRESSE DE 5 % EN 2025

Cette évolution reflète à la fois la reprise de certaines activités économiques, l'augmentation des usages domestiques et la montée en puissance de secteurs consommateurs d'électricité. Cette pression sur la demande a modifié les équilibres du système électrique, renforçant le recours aux échanges transfrontaliers pour assurer la continuité de l'approvisionnement.

Importations en hausse, exportations en recul

Dans ce contexte, le volume des importations d'énergie électrique a fortement progressé en 2025, avec une hausse de 34,8 %, après une augmentation déjà significative de 25,3 % en 2024. Cette évolution souligne la nécessité de compléter la production nationale pour répondre aux besoins croissants.

À l'inverse, les exportations d'électricité ont connu un net repli. Le volume exporté a reculé de 44,2 % en 2025, après une baisse de 22,9 % l'année précédente. Ce mouvement traduit un recentrage prioritaire sur la satisfaction de la demande intérieure, dans un contexte de tension sur les capacités disponibles.

Des équilibres à surveiller

Si la progression de la production constitue un signal positif, l'évolution contrastée des importations et des exportations met en lumière les défis structurels du secteur électrique. La capacité à renforcer l'offre nationale, à sécuriser l'approvisionnement et à maîtriser la dépendance extérieure restera un enjeu central dans les années à venir, alors que la demande continue de croître.



TRÉSORERIE PUBLIQUE : 26 MMDH PLACÉS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

La gestion active des liquidités de l'État se poursuit. Mardi, la Direction du Trésor et des Finances Extérieures a placé 2,6 milliards de dirhams d'excédents de trésorerie sur le marché monétaire, confirmant une stratégie prudente et optimisée dans un contexte de pilotage rigoureux des finances publiques.

La Direction du Trésor et des Finances Extérieures (DTFE) a réalisé mardi une opération de placement portant sur 2,6 milliards de dirhams. Selon le communiqué officiel, cette intervention a été effectuée sous forme de prise en pension, un mécanisme de placement à court terme couramment utilisé pour réguler la liquidité pour une durée d'une journée.

Le taux moyen pondéré ressort à 1,63 %, un niveau cohérent avec les conditions actuelles du marché monétaire national. Ce type d'opération permet à l'État de valoriser des excédents de trésorerie momentanément disponibles, plutôt que de les laisser inactifs. Dans un environnement financier où chaque point de base compte, ces arbitrages techniques participent à la discipline budgétaire.

Concrètement, la prise en pension consiste à prêter des liquidités à très court terme contre des titres, avec engagement de rachat à échéance. Ce mécanisme offre à la fois sécurité et flexibilité, deux critères essentiels pour la gestion des flux financiers publics. Un cadre du secteur bancaire confiait récemment que « la régularité de ces opérations contribue à stabiliser le marché monétaire et à donner de la visibilité aux intervenants ».

Cette opération s'inscrit dans la gestion active de la trésorerie de l'État, un levier souvent discret mais stratégique. Elle vise à optimiser la mobilisation des ressources disponibles tout en maintenant l'équilibre des flux de paiement publics. Dans un pays engagé dans des réformes structurelles et des investissements d'envergure, la maîtrise des équilibres financiers reste un marqueur de crédibilité.

Pour les observateurs, ces placements témoignent d'une approche prudente et professionnelle de la gestion des finances publiques. Ils traduisent aussi une coordination fluide entre le Trésor et les acteurs du système bancaire, garantissant la fluidité des liquidités dans l'économie.

À première vue, 2,6 milliards de dirhams placés pour une seule journée peuvent sembler anecdotiques. Pourtant, accumulées sur l'année, ces opérations contribuent à réduire le coût global de financement de l'État et à renforcer l'efficacité de la gestion publique. Une mécanique discrète, mais essentielle, au service de la stabilité financière et de la confiance économique.

Derrière ces ajustements techniques se dessine une exigence plus large : celle d'une gestion moderne, transparente et rigoureuse des deniers publics. Un impératif au cœur des équilibres macroéconomiques du Maroc et des attentes d'une génération attentive à la bonne gouvernance.



رمضان كريم
By Lodj



Ramadan outside of the box

Ce Ramadan, on ne tourne pas en rond
On sort officiellement du carré..



RISMA RENFORCE SON CAPITAL AVEC 50 MDH VALIDÉS PAR L'AMMC

L'Autorité marocaine du marché des capitaux a autorisé une augmentation de capital réservée aux dirigeants éligibles de Risma et de ses filiales. L'opération, portant sur près de 50 millions de dirhams, vise à consolider l'alignement stratégique interne du groupe coté à la Bourse de Casablanca.

L'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) a donné son feu vert, lundi 23 février 2026, à une augmentation du capital social de Risma réservée aux dirigeants éligibles du groupe et de ses filiales. L'opération prévoit l'émission de 185 185 nouvelles actions, pour un montant global de près de 50 millions de dirhams, primes d'émission incluses. Elle s'accompagne de la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires existants.

Dans le détail, la période de souscription est fixée du 2 au 6 mars 2026 à 15h30 inclus, avec un prix de souscription arrêté à 270 dirhams par action. Ce calendrier court s'inscrit dans les pratiques usuelles des opérations réservées, qui privilégient la rapidité d'exécution et la lisibilité financière.

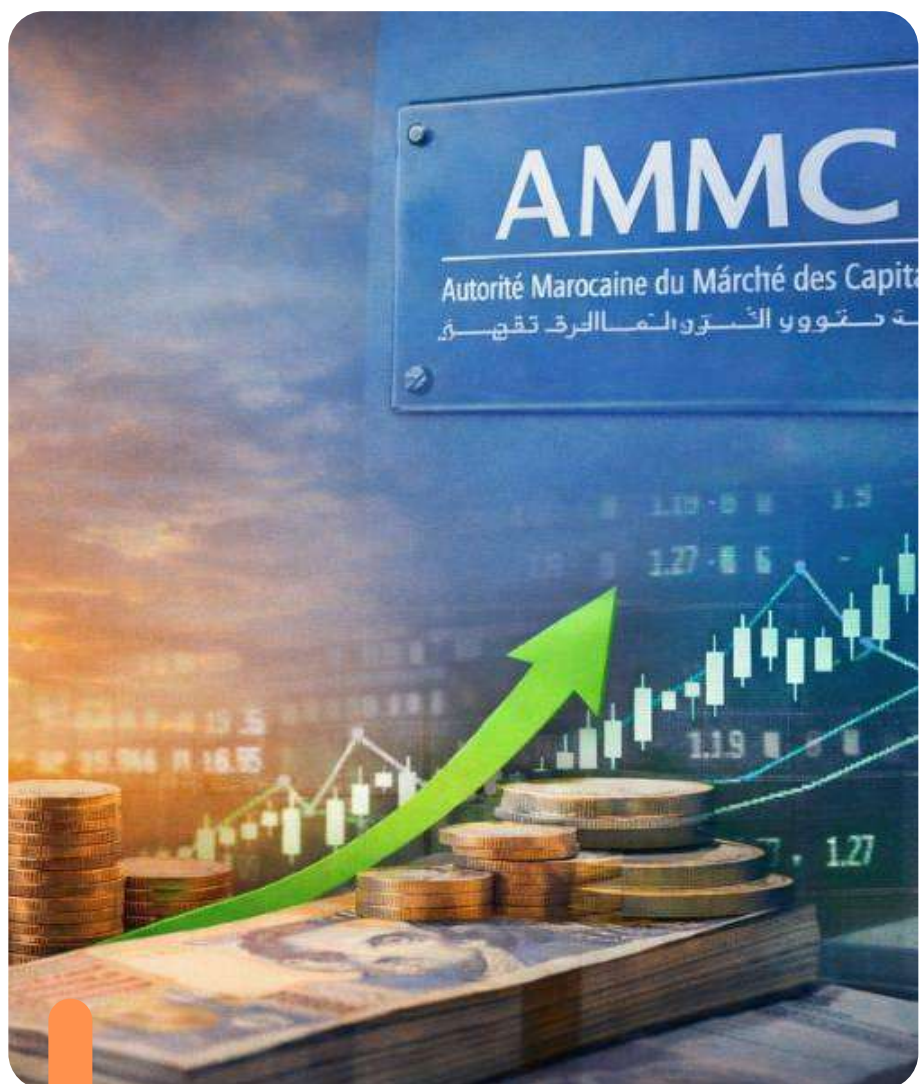
Cotée à la Bourse de Casablanca, Risma s'est appuyée sur l'expertise de CFG Finance, BMCE Capital Conseil et Attijari Finances Corp., intervenant en qualité de co-conseillers financiers pour le conseil et la structuration de l'opération. Leur rôle a consisté à calibrer les paramètres financiers, assurer la conformité réglementaire et garantir la cohérence de l'opération avec les exigences du marché.

Au-delà des aspects techniques, cette augmentation de capital répond à une logique de gouvernance. En permettant aux dirigeants d'entrer davantage au capital, le groupe cherche à renforcer l'alignement entre management et création de valeur à long terme. Ce type de dispositif est souvent perçu comme un levier de responsabilisation interne, encourageant des décisions orientées vers la performance durable plutôt que vers des gains immédiats.

Le positionnement du Royaume repose sur des atouts logistiques et réglementaires solides ; proximité géographique avec l'Europe, complexe portuaire de Tanger Med performant, accords de libre-échange avec l'UE et le Royaume-Uni, et cadres incitatifs pour les projets verts. Ces facteurs expliquent pourquoi le Maroc devient un pôle d'excellence pour les chaînes de production verte, notamment pour l'hydrogène et les matériaux de batteries. L'intensification des échanges commerciaux bilatéraux reflète cette intégration : 59,8 milliards de dollars échangés sur les sept premiers mois de 2025, principalement sous forme d'importations chinoises.

Une recomposition stratégique des chaînes de valeur

L'implantation chinoise au Maroc s'inscrit dans la recomposition mondiale des chaînes industrielles, face aux politiques protectionnistes occidentales. En produisant localement, la Chine sécurise son accès aux marchés européens tout en consolidant sa compétitivité. Pour le Maroc, cela se traduit par un renforcement des compétences locales, un suivi environnemental des installations et un partage des retombées économiques et technologiques avec les partenaires chinois.



SAHAM BANK FRANCHIT 62 MMDH DE PNB ET CONFIRME SA DYNAMIQUE DE CROISSANCE EN 2025

Dans un contexte financier encore marqué par la vigilance et la sélectivité du crédit, Saham Bank clôture l'exercice 2025 sur des indicateurs solides. La progression du produit net bancaire et la vitalité commerciale du groupe traduisent la montée en puissance d'un modèle diversifié, désormais bien ancré dans le paysage bancaire marocain.

Le produit net bancaire (PNB) consolidé du groupe Saham Bank s'est établi à plus de 6,2 milliards de dirhams en 2025, enregistrant une hausse de 6,9 % sur un an. Dans un communiqué publié sur le site de l'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC), le groupe explique que cette performance repose sur un mix de revenus favorable et sur la pertinence de son modèle de croissance dans l'ensemble de ses marchés.

Dans le détail, la marge d'intérêts a évolué dans une orientation jugée satisfaisante, soutenue par un environnement maîtrisé et une gestion prudente des ressources. Les commissions poursuivent leur progression, tandis que les filiales spécialisées affichent une contribution en nette hausse. Cette diversification des sources de revenus confirme une tendance observée dans l'ensemble du secteur : la performance bancaire ne dépend plus uniquement du crédit, mais aussi des services à valeur ajoutée.

Sur le plan commercial, la dynamique demeure tangible. Les encours de crédits consolidés ont progressé de 8,7 %, atteignant 102 milliards de dirhams. Cette évolution reflète une demande soutenue de financement, notamment de la part des entreprises et des ménages, dans un contexte où l'investissement productif et l'accès au crédit restent des leviers essentiels de croissance.

La collecte de dépôts suit une trajectoire similaire. Les encours consolidés ont atteint 86 milliards de dirhams, en hausse de 7,4 %, traduisant une confiance maintenue des clients et une base de ressources stable. Pour les observateurs, cette évolution renforce l'équilibre bilanciel du groupe et sa capacité à accompagner durablement le financement de l'économie réelle.

Dans les milieux financiers casablancais, certains analystes notent que la résilience des banques repose désormais sur leur capacité à diversifier leurs relais de croissance et à renforcer la relation client. La trajectoire de Saham Bank semble s'inscrire dans cette logique, privilégiant l'équilibre entre prudence financière et expansion ciblée.

Sans triomphalisme, ces performances confirment la solidité des fondamentaux du groupe dans un environnement encore incertain. Elles illustrent aussi le rôle central du secteur bancaire dans la stabilité financière et le financement du développement économique du Maroc.

En consolidant ses résultats tout en élargissant ses leviers de croissance, Saham Bank envoie un signal rassurant au marché. À l'heure où la confiance demeure la première richesse économique, cette trajectoire mesurée mais constante renforce la crédibilité d'un modèle bancaire tourné vers la durabilité et l'accompagnement des acteurs économiques.



ONEE : LA BANQUE KFW FINANCE 164 MDH POUR SÉCURISER L'EAU POTABLE À EL HAJEB

Dans une région où l'eau devient une ressource stratégique, l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE – Branche Eau) vient de lancer un chantier déterminant pour l'approvisionnement en eau potable de la province d'ElHajeb. Avec un budget de 16,4 millions de dirhams financés par la banque allemande KfW, ce projet vise à renforcer les infrastructures hydrauliques et garantir un service plus fiable face à la pression croissante sur les ressources hydriques.

Quand on parle d'eau potable dans une région comme Fès-Meknès, marquée par des défis climatiques et une demande en constante augmentation, chaque investissement compte. C'est dans ce contexte que l'ONEE – Branche Eau a lancé récemment un projet d'envergure pour améliorer l'approvisionnement en eau de la ville d'ElHajeb à partir du Barrage Drissler, mobilisation stratégique de ressources hydriques située à quelques dizaines de kilomètres. Ce chantier est financé par la Banque allemande de Développement KfW et s'inscrit dans une dynamique plus large de renforcement des services essentiels au Maroc.

D'un coût global de 16,4 millions de dirhams, l'opération ne se limite pas à une simple construction: elle vise à moderniser tout un segment de l'infrastructure existante pour faire face à la pression sur l'eau, qui est, selon des données récentes, un enjeu national majeur en matière de développement économique et de qualité de vie pour les citoyens. Alors que les barrages du pays affichent des niveaux de remplissage encore variables d'une région à l'autre, avec des réserves parfois au-dessous des moyennes saisonnières, la sécurisation des adductions locales représente une nécessité urgente pour stabiliser l'approvisionnement quotidien.

Au cœur du projet se trouvent des ouvrages de génie civil destinés à renforcer la capacité de stockage et de régulation de l'eau entre le barrage et les réseaux urbains:

des stations de reprise d'eau seront dotées d'une bache d'une capacité de 1000m³, pensée pour optimiser l'efficacité du pompage et offrir une meilleure régulation des débits, notamment lors des pics de consommation. En milieu urbain ou rural, cette régulation est souvent le talon d'Achille des systèmes d'approvisionnement, avec trop de fuites et de pertes en période de forte demande.

ais l'effort ne s'arrête pas là. Dans le centre d'Agourai, un réservoir semi-enterré de 500m³ sera construit afin de renforcer la desserte de cette zone et de ses environs. Cette approche secondaire mais essentielle vient pallier les lacunes des infrastructures existantes en augmentant la capacité de stockage locale et en limitant les risques de perturbations. Pour assurer la pérennité des installations, des loges de gardiennage seront également érigées sur les différents sites, garantissant une gestion optimale et une sécurité accrue des équipements, même en dehors des heures de travail.



Selon les responsables de l'ONEE, ce projet s'inscrit dans une volonté plus large de consolider les infrastructures hydrauliques existantes, d'améliorer la fiabilité du service et de réduire le risque de ruptures dans l'approvisionnement, surtout pendant les périodes de forte sollicitation. C'est là un point crucial dans une province qui dépend largement d'un réseau intégré pouvant être affecté par des variations saisonnières ou des sécheresses localisées.

Pour les populations bénéficiaires, l'impact attendu va bien au-delà de la simple disponibilité de l'eau ; c'est une amélioration tangible de la qualité de vie, un soutien à l'initiative économique locale, et une base plus solide pour l'essor des petites et moyennes entreprises, de l'agriculture familiale, ou encore des services publics. À une époque où l'eau est de plus en plus au centre des stratégies nationales — comme en témoigne le Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Irrigation 2020-2027 qui mobilise des dizaines de milliards de dirhams à l'échelle du Royaume — ce type de projet illustre la manière dont les financements internationaux peuvent s'articuler avec les priorités locales.

Si l'on prend du recul, l'investissement de 16,4 millions de dirhams à ElHajeb apparaît comme une pièce importante d'un puzzle beaucoup plus vaste : garantir l'accès à l'eau dans un Maroc confronté à des défis hydriques accentués par le changement climatique, la croissance démographique et les exigences d'un développement socio-économique soutenu. Sans minimiser les challenges qui restent à relever notamment en matière de gestion de la demande, de modernisation des réseaux existants, ou de réduction des pertes ce projet démontre une volonté collective d'anticiper les besoins futurs plutôt que de simplement réagir aux crises.

En fin de compte, au-delà des chiffres et des infrastructures, c'est la vie quotidienne des citoyens qui change. Avec des systèmes plus robustes et mieux gérés, des communautés entières peuvent envisager l'avenir avec plus de sérénité. Dans un pays où chaque goutte compte, des investissements comme celui consacré à ElHajeb ne sont pas seulement techniques : ils sont le reflet d'un engagement à assurer une sécurité hydrique durable pour tous.



LA BERD ACCORDE 21 M€ POUR BOOSTER NADOR WEST MED

Dans une étape marquante pour l'économie portuaire du Maroc, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a officialisé un financement de 2,1 millions d'euros pour accompagner la finalisation opérationnelle du complexe industrialo-portuaire Nador West Med. Cette subvention s'inscrit dans un soutien plus large de l'institution européenne, renforçant la digitalisation, l'attractivité et la durabilité de ce pôle stratégique pour le nord du Royaume.

Vendredi dernier à Rabat, l'accord a été signé par Haytham Eissa, directeur de la BERD au Maroc, et Mohamed Jamal Benjelloun, directeur général de Nador West Med. Derrière l'apparente simplicité de cette signature se profile un enjeu économique majeur: concrétiser le potentiel d'un projet qui ambitionne de faire de Nador West Med un hub industriel, logistique et portuaire capable de stimuler l'économie régionale et nationale, tout en respectant les normes internationales les plus exigeantes.

Ce financement de 2,1M€ n'est pas une simple ligne budgétaire parmi d'autres. Il vient compléter un financement précédemment accordé par la BERD, à hauteur de 120 millions d'euros en 2025, et s'inscrit dans une logique de préparation à l'entrée en service de la zone de Bétoya, autour de l'intégration de technologies avancées, d'infrastructures adaptées et de pratiques managériales renforcées.

L'un des aspects les plus significatifs de cet appui réside dans le programme de coopération technique qu'il finance. Dans les faits, ceci signifie que la BERD accompagne Nador West Med bien avant que les grues et les quais ne soient totalement opérationnels. L'enjeu ici est de numériser les processus de gestion et d'exploitation, en développant notamment un guichet unique entièrement automatisé. Ce système vise à offrir aux entreprises et investisseurs un parcours simplifié pour accomplir leurs démarches, réduisant les lourdeurs administratives et améliorant la fluidité du climat des affaires. Pour un pays qui cherche à attirer davantage d'investissements directs étrangers, ce type d'outil peut faire la différence entre un projet jugé trop complexe et une opportunité porteuse.

Mais la modernisation ne s'arrête pas à la digitalisation. Le programme intègre aussi une réflexion sur l'énergie durable et les infrastructures résilientes. Dans un contexte où les enjeux climatiques pèsent de plus en plus sur la compétitivité des plateformes industrielles, il ne s'agit plus de bâtir des installations robustes uniquement, mais de les penser dès aujourd'hui en capacité de résister aux défis environnementaux de demain. Dans les documents de la BERD, cette approche est soulignée comme essentielle pour garantir que le port et les zones industrielles adjacentes ne soient pas seulement performants, mais aussi durables sur le long terme.

Le renforcement des compétences humaines constitue un autre pilier du dispositif. La coopération technique financée par la BERD prévoit des actions ciblées pour développer les aptitudes techniques, managériales et transversales du personnel de Nador West Med. Cela s'inscrit dans une logique plus large de montée en compétence des équipes locales pour garantir une gestion professionnelle et durable du complexe. Dans une récente annonce, la banque européenne a d'ailleurs insisté sur le fait que «le succès de ce projet repose autant sur la préparation des hommes et des femmes qui y travaillent que sur les infrastructures elles-mêmes».



À un niveau macroéconomique, cette intervention rappelle l'engagement continu de la BERD au Maroc. Depuis l'adhésion du Royaume à cette institution en tant que pays d'opérations en 2012, près de 6 milliards d'euros ont été investis dans environ 125 projets couvrant des secteurs aussi divers que l'énergie, les infrastructures ou encore le secteur privé. Cela illustre une relation de long terme, fondée sur la confiance mutuelle et un objectif partagé de croissance durable.

Pour les observateurs économiques nationaux, cette subvention de 2,1M€ est plus qu'un appui financier ponctuel. Elle symbolise un accompagnement stratégique, une volonté de doter Nador West Med non seulement des outils technologiques indispensables, mais aussi des compétences humaines et des structures de gouvernance indispensables pour que le complexe puisse réellement jouer son rôle de locomotive économique.

Si tout se déroule comme prévu, ce soutien devrait permettre de franchir une étape décisive dans la mise en service de Nador West Med, positionnant le Maroc, encore une fois, comme un acteur incontournable dans la compétition logistique et industrielle méditerranéenne.

Au-delà des chiffres, des accords et des ambitions, c'est une vision à long terme qui se dessine : faire de Nador West Med un projet capable d'attirer les esprits et les capitaux, tout en renforçant les capacités locales et en ancrant durablement le Maroc dans les grandes chaînes de valeur du commerce mondial.



COUR DES COMPTES : CAP SUR LA STRATÉGIE 2027-2031

À l'heure où la gestion publique est scrutée avec une exigence accrue, la Cour des comptes prépare sa stratégie 2027-2031. Sous l'impulsion de Zineb El Adaoui, l'institution veut moderniser le contrôle financier, sécuriser la déclaration de patrimoine et accélérer la transition numérique afin de renforcer la confiance des citoyens dans l'action publique.

Dans un contexte de transformation économique et institutionnelle, la Cour des comptes s'apprête à redéfinir ses priorités pour la période 2027-2031. L'enjeu dépasse la simple surveillance budgétaire. Il s'agit désormais de consolider la transparence, d'améliorer la performance publique et d'instaurer un climat de sécurité juridique propice à l'investissement et à l'efficacité administrative.

Selon les éléments rapportés par la presse économique nationale, la présidente de l'institution insiste sur un changement d'approche : les juridictions financières ne doivent plus se limiter à constater les irrégularités. Elles doivent contribuer à prévenir les dérives, accompagner la bonne gouvernance et instaurer un climat de confiance durable entre l'État, les gestionnaires publics et les citoyens.

Cette orientation se traduit par un projet de réforme du cadre légal actuellement à l'examen. L'objectif est clair : moderniser des procédures héritées du code en vigueur depuis 2003 et tirer parti de plus de vingt années d'expérience. La réforme vise à rendre le contrôle des finances publiques plus efficace tout en respectant les principes d'équité et de transparence qui fondent le droit administratif.

Sur le plan opérationnel, l'ambition est double : accroître la valeur ajoutée des missions de contrôle et réduire les risques de corruption. Mais la démarche se veut aussi protectrice pour les gestionnaires publics. En sécurisant les procédures et en clarifiant les responsabilités, la Cour entend favoriser des décisions rapides et éclairées, condition essentielle à l'efficacité des politiques publiques.



Cette exigence de rigueur se reflète également dans la gestion des déclarations de patrimoine, considérées comme un instrument central de prévention de la corruption et de reddition des comptes. La Cour a récemment rappelé aux élus des collectivités territoriales et des chambres professionnelles l'obligation de renouveler leurs déclarations. Sur les 10 615 personnes concernées, certaines doivent encore régulariser leur situation auprès des cours régionales des comptes.

La modernisation passe aussi par le numérique. L'institution plaide pour un système intégré de déclaration électronique couvrant l'ensemble du processus : identification des assujettis, dépôt, traitement et contrôle. Ce dispositif vise à simplifier les formulaires, élargir leur contenu pour refléter la réalité patrimoniale et améliorer la traçabilité des informations.

Les progrès enregistrés restent significatifs. Le taux de conformité atteint 100 % chez les ministres, les parlementaires, les magistrats financiers et les membres du Conseil supérieur de la communication audiovisuelle. Les élus locaux affichent 94 % de conformité, tandis que la fonction publique enregistre une moyenne de 86 %. Malgré ces avancées, plusieurs milliers de fonctionnaires restent en défaut, entraînant mises en demeure et procédures.

Au-delà des chiffres, la démarche s'inscrit dans une vision plus large : adapter les institutions aux exigences contemporaines de transparence et d'intégrité. La Cour des comptes, juridiction constitutionnelle chargée du contrôle des finances publiques et des collectivités territoriales, joue un rôle clé dans la moralisation de la vie publique et la protection des deniers publics.

La stratégie 2027-2031 pourrait ainsi marquer un tournant. En conjuguant modernisation juridique, transformation numérique et renforcement de l'éthique publique, la Cour des comptes cherche à faire du contrôle financier un véritable levier de confiance démocratique. Dans un Maroc en mutation, où l'efficacité institutionnelle devient une attente citoyenne forte, cette évolution pourrait bien redéfinir le rapport entre gouvernance publique et confiance collective.



La publication du rapport "Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2026" de la Banque mondiale place le Maroc en tête de l'Afrique du Nord en matière d'égalité juridique, avec un score global de 60,95 sur 100. Une performance qui confirme la dynamique réformatrice du Royaume, tout en révélant un décalage profond entre les avancées législatives et la réalité vécue par les femmes actives.

Un cadre juridique en avance sur la région

Dès les premiers indicateurs, le Maroc se distingue nettement. Avec 60,95 points, il dépasse largement la moyenne de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, qui s'établit à 43,2 points. Cette progression est le résultat de plusieurs années de réformes visant à aligner le droit national sur les standards internationaux d'inclusion économique et d'égalité professionnelle.

Le rapport attribue au Royaume la note maximale de 100 sur 100 dans trois domaines clés : la mobilité, l'accès à l'emploi et l'entrepreneuriat. Sur le plan strictement légal, aucune restriction n'empêche aujourd'hui une Marocaine de se déplacer librement, de choisir son lieu de résidence, d'exercer les mêmes métiers qu'un homme ou de créer une entreprise.

Le Maroc face à ses voisins maghrébins

Dans son environnement régional immédiat, le Maroc évolue entre deux trajectoires contrastées. Face à la Tunisie, longtemps pionnière grâce à son Code du statut personnel,

BANQUE MONDIALE : LE MAROC S'IMPOSE COMME LEADER RÉGIONAL DE L'ÉGALITÉ JURIDIQUE

Des inégalités économiques toujours marquées

Si l'accès au marché du travail est juridiquement garanti, les conditions de réussite restent inégales. Le rapport attribue au Maroc un score de 50 sur 100 sur la question de la rémunération, et de 40 sur 100 concernant les actifs. Ces résultats traduisent des blocages structurels, notamment l'absence de garanties juridiques strictes pour l'égalité salariale et les obstacles liés aux droits de propriété, qui limitent l'accumulation de capital par les femmes.

Le défi de la mise en œuvre

La principale nouveauté du rapport 2026 réside dans l'évaluation des mécanismes d'application. Si les cadres légaux affichent une moyenne mondiale de 67 sur 100, les dispositifs de soutien chutent à 47 sur 100. Pour le Maroc, le constat est clair : le droit au travail existe, mais les conditions matérielles font défaut.

L'insécurité dans les transports publics et le manque de structures d'accueil pour la petite enfance contraignent de nombreuses femmes à quitter le marché du travail après la maternité. Ce paradoxe explique en partie pourquoi le taux d'activité féminin stagne autour de 20 %.

Un tournant décisif à négocier

Le rapport trace une feuille de route sans ambiguïté. Pour transformer son leadership juridique en réussite économique inclusive, le Maroc devra investir dans les services publics, renforcer les inspections et garantir l'application effective des lois. À ce prix seulement, le Royaume pourra franchir un nouveau cap et faire de l'égalité juridique un véritable levier de croissance.



رمضان كريم
By Lody

LÂCHEZ
la télécommande,

connectez-vous au réel

LA VRAIE RÉVOLUTION EST SUR VOTRE ÉCRAN

@lodjmaroc



By Lodi



LE MONDE EN CHIFFRES

Lisez ECOBUSINESS sur PressPlus et accédez
à une analyse approfondie de l'actualité
économique marocaine et internationale.

www.pressplus.ma

